

Peuplement, urbanisation et transformation de l'agriculture : un cadre d'analyse démo-économique et spatial

Jean-Marie Cour

22, rue Côte d'Argent
92410 Ville d'Avray
<jeanmariecour@numericable.fr>

Résumé

Cette contribution s'intéresse aux relations ville-campagne d'un point de vue dynamique et s'appuie sur le cas de l'Afrique de l'Ouest. La première partie est un bref rappel de la transition démographique en Afrique comparée au reste du monde. Les deuxième et troisième parties montrent que l'un des principaux obstacles à la prise en compte effective des relations entre les milieux ruraux et urbains est le manque de cadre conceptuel adéquat. Dans la quatrième partie, le cadre d'analyse démo-économique et spatial utilisé dans l'*Étude des perspectives à long terme en Afrique de l'Ouest* (Waltps) est présenté ainsi que quelques-unes des principales conclusions de cette étude sur les changements structurels de l'agriculture et de l'économie rurale liés à l'urbanisation. La dernière partie présente quelques implications politiques de ces analyses.

Mots clés : Économie et Développement rural ; Systèmes agraires ; Méthodes et outils.

Summary

Population dynamics, urbanization and agricultural change: A demo-economic and spatial conceptual framework

In this paper, I address the question of urban-rural linkages from a dynamic perspective, and on the case of the West Africa region. Section 1 includes a brief recall of the demographic transition in Africa compared to the rest of the world. In section 2 and 3, I explain that one of the main obstacles to taking effective account of interactions between urban and rural areas is the lack of an adequate conceptual framework. In section 4, I briefly present the demo-economic and spatial analysis framework used for the West Africa Long-Term Perspectives Study (WALTPS) and summarize some of that report's conclusions on the issue of the influence of the urbanization process on structural changes in agriculture and the rural economy. The last section 5 presents a few policy implications of this demo-economic and spatial approach to urban-rural linkages.

Key words: Economy and Rural Development; Farming Systems; Tools and Methods.

Transition démographique et urbanisation

Comme cela s'est passé en Europe et dans les autres pays développés, le progrès agricole dans les pays du « Sud » part des villes et du commerce et passe par l'émergence de leaders extérieurs au milieu, les projets agricoles ne jouant dans cette affaire qu'un rôle mineur. Sous l'impulsion

du marché, une nouvelle société rurale, différenciée, s'installe et relie le milieu rural au milieu urbain et au monde extérieur.

Pour le comprendre et pour prendre la juste mesure des enjeux liés au peuplement (au sens de croissance et de redistribution de la population), commençons par rappeler quelques données démographiques essentielles, et pourtant trop souvent occultées. Cette entrée par le peuplement est la meilleure façon de prendre conscience des changements structurels

que les politiques macro-économiques et sectorielles et les interventions des bailleurs de fonds doivent s'efforcer d'accompagner et non de freiner [1].

La figure 1 présente l'évolution séculaire du peuplement mondial. À l'échelle de l'ensemble de la planète, la phase de transition démographique se traduit par un décuplement de la population totale et par un centuplement de la population urbaine.

La transition étant pratiquement achevée dans les pays classés comme développés, c'est dans les pays que j'appelle à dessein *Pays en voie de peuplement* (PVP) que se concentre plus de 95 % de la croissance démographique actuelle.

Dans ces pays, le milieu urbain accueille en moyenne plus de 80 % de la croissance démographique totale. Leur population urbaine est aujourd'hui dix fois plus nombreuse que dans les années 1940, et elle doublera encore d'ici 2020 ou 2030, alors que, sauf exception, la population rurale continuera à croître pendant encore au moins une génération. Plus la transition démographique d'une région est tardive, plus les rythmes de croissance correspondants sont élevés. Et plus le niveau d'urbanisation initial est faible, plus la croissance urbaine est forte : 1 % d'émigration rurale dans un pays ayant 15 % d'urbains se traduit par un surcroît de croissance urbaine de 6 %. Ainsi, en Afrique, c'est en moins d'un siècle (de 1930 à 2020) que la population totale aura décuplé et que la population

urbaine aura centuplé. Les taux de croissance maximaux, qui ont été atteints dans les décennies 1960-1980, y sont plus de trois fois plus élevés que ceux constatés, un siècle plus tôt, dans les pays développés. Sauf en cas de crises politiques et économiques généralisées, il faut s'attendre, d'ici 2030, à un triplement de la population urbaine et à un décuplement des flux de personnes et de marchandises entrant et sortant de chacune des villes de ce continent.

Rappelons qu'il faut bien distinguer la *croissance urbaine*, ou croissance de la population agglomérée, du *processus d'urbanisation*, qui signifie l'augmentation de la proportion de citadins dans la population totale, ou mieux du rapport entre le nombre d'urbains U et le nombre de ruraux R . La croissance de la population des villes est à l'origine de changements dans la structure de l'activité des villes en question. Elle engendre des économies d'échelle qui favorisent l'innovation et l'émergence d'entreprises plus productives, cependant que l'urbanisation (croissance du rapport U/R) traduit un changement de structure du peuplement. Celle-ci est à la fois cause et conséquence du développement économique en général et plus particulièrement de la modernisation de l'agriculture, comme on le verra plus loin.

La croissance de la population ne peut évidemment pas s'opérer au même rythme dans tout l'espace. La population tend à se concentrer dans les régions les

mieux dotées en ressources et les mieux intégrées, d'abord au marché mondial, puis aux marchés nationaux et régionaux. Comme cela a été le cas en Europe au siècle dernier, les villes jouent dans cette restructuration nécessaire du peuplement un rôle essentiel.

Réaction des institutions internationales et des pays en voie de peuplement face à cette urbanisation

Voici, à titre d'illustration, un petit extrait du document de stratégie d'un bailleur de fonds européen :

« Dans les pays d'Afrique de l'Ouest, le secteur agricole est le seul secteur productif significatif... L'urbanisation croissante y est à l'origine d'une répartition géographique déséquilibrée de la population, qui ne fait qu'accentuer les conséquences négatives de la croissance démographique globale. Cette urbanisation rapide à laquelle on a assisté dans la région du Sahel a approfondi encore le fossé socio-culturel entre les villes et la campagne. Les villes en expansion rapide abritent une population jeune qui tourne le dos aux valeurs traditionnelles. »

La citation ci-dessus date en fait d'une dizaine d'années. Nombre de bailleurs de fonds ont aujourd'hui renoncé au biais anti-urbain des décennies 1970-1990, mais ils n'en ont pas encore tiré toutes les leçons, comme le montrent la faiblesse des ressources humaines consacrées aux questions urbaines et la baisse continue de l'aide totale par habitant des PVD consacrée aux infrastructures (figure 2) ou de la part du secteur urbain dans les opérations de la Banque mondiale (figure 3).

Quant aux pays en voie de peuplement, nombreux sont ceux qui persistent à mettre toutes sortes d'obstacles à la mobilité géographique et sociale de leur population, à lutter contre la « croissance excessive des villes » et à exhorter leur paysannerie à produire davantage plutôt qu'à favoriser la croissance de leur marché intérieur des denrées alimentaires grâce à

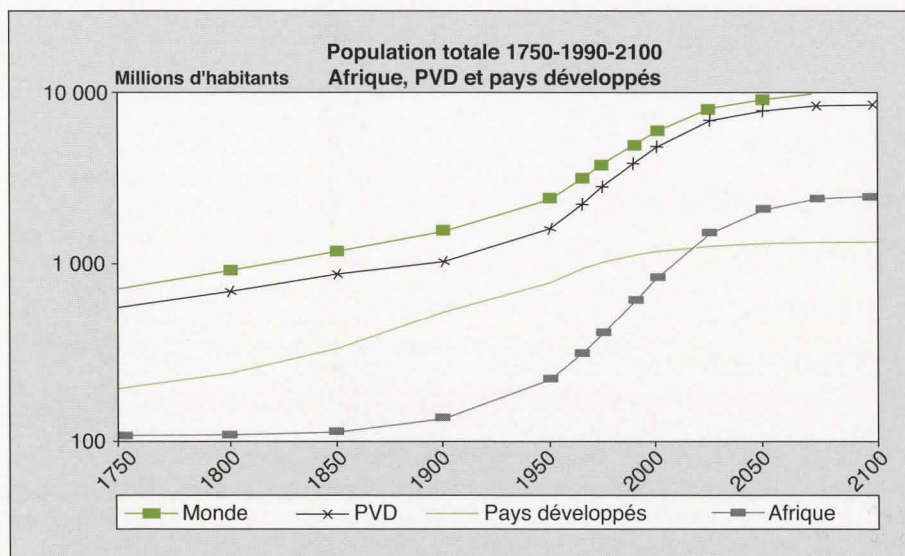


Figure 1. La transition démographique à l'échelle planétaire : croissance de la population totale et de la population urbaine des pays développés et des pays en développement, dont l'Afrique.

Figure 1. Demographic transition in the World: growth of total and urban population in developed and developing countries and in Africa.

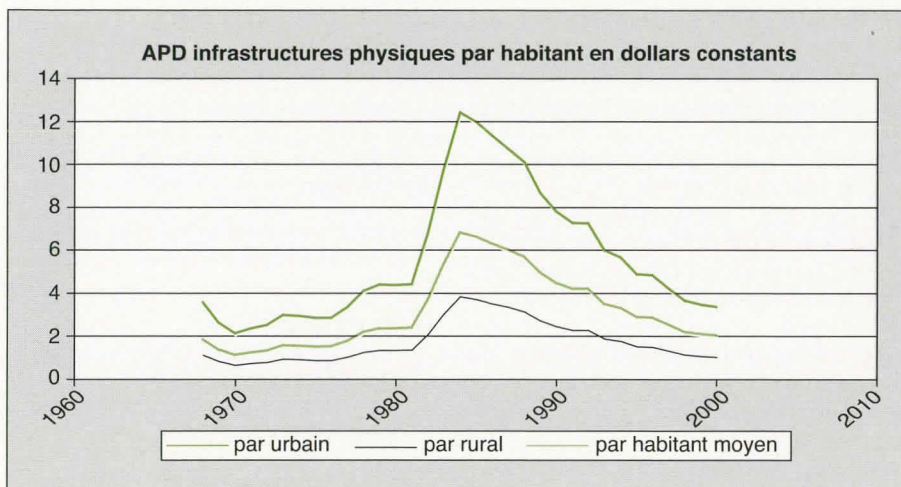


Figure 2. Évolution récente de l'aide publique au développement consacrée aux infrastructures et au développement urbain.

Figure 2. Recent trends in public development funding for infrastructure and urban development (constant US\$).

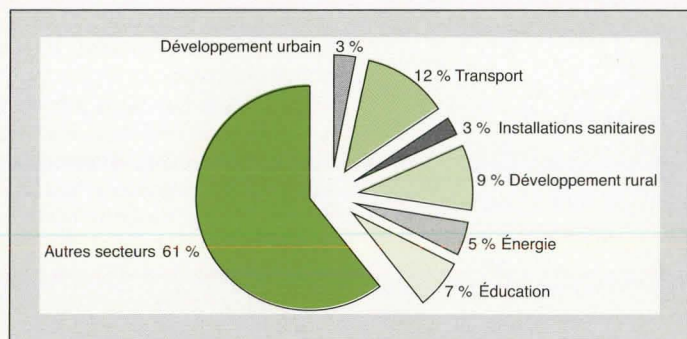


Figure 3. Distribution sectorielle des concours de la Banque mondiale au cours de la décennie 1990 (source : Banque mondiale).

Figure 3. Distribution of World Bank assistance during the 1990's.

l'urbanisation. Sauf recours à la violence, nul ne sait d'ailleurs comment arrêter l'urbanisation. Mais on peut en aggraver le coût et les effets pervers en abordant ce processus à reculons et en n'y consacrant pas les moyens indispensables.

Si effrayant qu'apparaisse le spectre de ces multitudes de nouveaux citoyens, les pays en voie de peuplement et leurs partenaires du « Nord » n'ont pas d'autre choix que de prendre acte du caractère irrépensible et nécessaire de la croissance urbaine et d'agir en conséquence.

Que devons et pouvons-nous faire pour rendre ce processus de peuplement et d'urbanisation aussi efficace et soutenable que possible, et, à tout le moins, pour ne pas le gêner ?

Pourquoi est-il si difficile d'appréhender les enjeux du peuplement ?

Si nous éprouvons des difficultés à raisonner sur les relations entre migrations et croissance économique, entre urbanisation et développement rural, et entre villes et *binterland* (*Urban-Rural Linkages*, URL), c'est d'abord parce que, par commodité, nous avons pris l'habitude de découper le monde réel en secteurs (agricole, non agricole) et en milieux (rural,

urbain) et à raisonner séparément sur chacune de ces composantes. Ce faisant, nous perdons de vue la complexité du monde réel – dont les URL sont une manifestation – et la nature systémique du développement. La plupart des relations de causalité entre variables que nous prenons en compte dans les modèles et qui servent à définir les politiques – telles que la relation entre revenus et dépenses des ménages, ou entre épargne et investissement – ne sont pertinentes qu'à une certaine échelle géographique ou à un certain horizon temporel et doivent être inversées si l'on change d'échelle et d'horizon.

Dans la plupart des documents de politique agricole et de développement rural, l'absence à peu près totale de référence au versant urbain du monde réel affaiblit manifestement la pertinence des analyses et constitue l'une des principales raisons du fort taux d'échec des projets agricoles. De même, les documents de stratégie urbaine se caractérisent par l'absence à peu près totale de référence au monde rural dans les matrices d'objectifs et de moyens à mettre en œuvre.

Une autre raison plus fondamentale tient au fait que l'économie du développement, inventée dans nos pays déjà peuplés et aménagés, est dans une large mesure *utopique* : elle sous-estime l'importance de l'espace et des relations de voisinage entre agents. Elle est *désincarnée* : les modèles font intervenir la « force de travail » mais ignorent les personnes, et les agrégats qui en résultent sont pratiquement indépendants de la population et de sa répartition. Elle est enfin *démotatique* : le peuplement est considéré comme une donnée plutôt que comme une variable de commande. Or, la dynamique de peuplement exige que l'on s'occupe aujourd'hui des besoins engendrés par les villes et les villages de demain. Faute de quoi les politiques tendant à résoudre les problèmes du moment, tels que la résorption des bidonvilles existants ou la lutte contre la pauvreté rurale, seront aussi inefficaces qu'un cautère sur une jambe de bois.

« Comment le courant dominant de l'économie traite-t-il de la question de l'espace ? En l'ignorant. L'économie traite d'un monde merveilleux sans dimensions spatiales. Dans le dernier et largement reconnu manuel intitulé *Economics*, l'index ne comporte aucune référence aux termes 'emplacement' ou 'économie spatiale' et ne comporte qu'une référence précise au terme 'ville' » [2].

Une troisième raison tient à notre aversion pour les déséquilibres et les disparités : si le revenu moyen par habitant urbain est le double ou le triple du revenu des ruraux, c'est, pensons-nous, la conséquence de mauvaises politiques et du « biais urbain », de sorte que de meilleures politiques devraient permettre de résorber ces déséquilibres regrettables. Or, tant que le processus de peuplement n'est pas achevé, les relations entre territoires et entre villes et *binterland* sont nécessairement déséquilibrées, et ces déséquilibres sont l'un des moteurs de la transformation structurelle.

Alors, que faire ?

La première chose est de se défaire de ce paradigme utopique, désincarné et « démostatique » de l'économie du développement et de se doter d'un cadre conceptuel adapté au contexte des pays en voie de peuplement. Un tel cadre doit impérativement rendre compte de l'évolution sur la longue durée du complexe « Population * Espace * Économie * Changement social et politique », selon des modalités qui doivent évidemment tenir compte des spécificités de la région et des pays concernés. Illustrons d'abord la démarche sur le cas de l'Afrique de l'Ouest.

L'approche démo-économique et spatiale appliquée à l'Afrique de l'Ouest

Plus encore sans doute que dans les autres régions, le processus de développement de l'Afrique se caractérise par :

- l'extrême mobilité du peuplement : les déplacements réels dépassent largement les soldes migratoires qui sont mesurés de loin en loin. Cette propension pour la mobilité, qui rend la croissance démographique plus soutenable, est aussi génératrice de tensions d'autant plus difficiles à gérer que le continent a été balkanisé ;
- l'existence de fortes hétérogénéités spatiales, qui ont tendance à croître avec les migrations ;
- l'importance des coûts de transaction, qui résulte à la fois de l'immensité des territoires, des faibles densités de peuplement et d'activité économique, et du sous-développement des infrastructures ;
- la priorité accordée à l'activité sur la productivité : les sociétés africaines se

doivent d'accueillir les nouveaux arrivants, par la création d'activités que l'on qualifie d'informelles, et la croissance de la productivité du travail ne peut en général constituer qu'un objectif secondaire ;

– la présence très générale de la pluri-activité : de nombreux ménages ont un pied en ville et un pied au village, et partagent leur temps entre la production et le commerce, entre l'emploi salarié et une activité « informelle » ;

– l'importance des transferts entre ménages, et notamment entre villages et villes, qui facilite la mobilité et accroît la capacité de résistance aux chocs ;

– la coexistence de modes de fonctionnement de l'économie différents, des plus capitalistiques et extravertis à l'économie de subsistance non monétarisée, en passant par l'économie populaire ou informelle ;

– l'importance de l'ingérence extérieure, contre laquelle ce continent balkanisé ne peut lutter, par exemple pour protéger ses marchés.

Le cadre conceptuel démo-économique et spatial évoqué précédemment a été pour la première fois formulé et utilisé systématiquement dans l'étude WALTIPS (*West Africa Long-Term Perspectives Study*) [3]. L'ensemble des 19 pays qui s'étend de la Mauritanie au Tchad constitue un espace de peuplement au sein duquel la population, qui sera passée de quelque 100 millions à 400 millions d'habitants entre 1960 et 2020, s'efforce de surmonter les obstacles à la mobilité imposés par des frontières politiques artificielles. Le fil conducteur de l'analyse est l'évolution dans le temps de la matrice de peuplement : la population totale est répartie en divers milieux (urbain, rural, grandes et petites villes, zones enclavées et côtières) et en diverses strates représentatives de modes et de standards de vie typés (à dominante agricole, informelle, moderne). À chacune de ces catégories de population est associé un comportement en termes de demande (besoins en biens et services et besoins de revenus) et d'offre, l'une et l'autre différenciées selon les localisations et les modalités d'interaction, à l'aide de modèles spatiaux, et tenant compte des spécificités rappelées ci-dessus.

On n'abordera ici que deux questions, à titre d'illustration de cette approche démo-économique et spatiale à l'échelle macro-régionale : celle des relations entre demande alimentaire urbaine et transformation agricole et rurale, et celle des

relations entre urbanisation et productivité urbaine.

Demande alimentaire urbaine et transformation de l'agriculture

Pour faire face aux besoins des consommateurs non-producteurs de denrées alimentaires et autres produits d'origine agricole, le surplus que chaque agriculteur doit, en moyenne, mettre sur le marché au-delà de son autoconsommation, ou « productivité agricole marchande », doit croître en première approximation comme le rapport U/R , ou plus exactement le rapport entre la population non agricole et la population agricole, soit, dans le contexte africain et compte tenu de l'amélioration de la ration alimentaire, de plus de cent fois en un siècle ! Malgré la baisse structurelle des prix relatifs des produits agricoles et l'augmentation des coûts de production engendrés par l'intensification, le revenu monétaire net (hors autoconsommation) par agriculteur suit une tendance de croissance à long terme de 3 % par an, dans l'hypothèse où la balance des échanges de produits primaires entre la région et le reste du monde reste proche de l'équilibre. C'est grâce à cette augmentation continue du revenu monétaire net que les agriculteurs peuvent investir dans leur exploitation et se procurer des biens et services non agricoles, d'origine principalement urbaine : la croissance de la demande par agriculteur exige et rend possible la croissance de la productivité des agriculteurs et facilite l'intensification de la production agricole, en donnant naissance à une économie rurale de plus en plus intégrée à l'économie nationale.

La capacité des agriculteurs à répondre à la demande urbaine et leur propension à s'adapter aux sollicitations du marché ne sont évidemment pas les mêmes partout. La confrontation entre demande et offre agricole s'effectue dans un espace structuré par les réseaux de transport et de communication, avec des coûts de transaction et dans des conditions de compétition interne et externe qui sont très dépendants de la localisation.

Pour mesurer l'intensité des interactions entre les zones de production de denrées alimentaires, qui sont essentiellement rurales, et les lieux de transformation et de consommation de ces produits que sont les villes, on a créé un indicateur représentatif de l'intensité du « signal » émis par les villes en direction de l'espace

rural. Cet indicateur, appelé « tension de marché », tient compte :

- du poids des différents marchés et de l'éloignement de ces marchés ;
- de l'hétérogénéité des coûts de franchissement des distances, due aux infrastructures, au relief, à l'hydrographie... ;
- des conditions de l'offre de surplus de denrées agricoles (caractéristiques agro-climatiques, niveau de peuplement rural...) ;
- des effets de concurrence entre les différents marchés dans l'allocation de ces surplus ;
- de la concurrence des produits importés.

Les trois cartes de la *figure 4* donnent une représentation schématique de la valeur de cet indicateur pour 1960, pour 1990, et pour l'année 2020. Les zones en noir sont fortement connectées au marché, les zones en gris le sont modérément, et les zones en blanc sont très peu connectées au marché, de sorte que le comportement des agriculteurs y est principalement déterminé par des considérations locales, telles que la sécurité alimentaire.

La comparaison entre les résultats du modèle de tension de marché et les données localisées existantes confirme la pertinence de ce modèle, à la fois comme outil de description de la géographie agricole et rurale à un instant donné, et comme outil d'interprétation et de prévision des transformations sur la longue durée.

La densité du peuplement rural est en effet bien corrélée avec la tension de marché : plus une zone est « exposée » au marché, plus sa densité de population est élevée. À l'échelle ouest-africaine, cette relation explique mieux les fortes variations de densité de peuplement que les critères agro-écologiques, qui n'interviennent de façon très significative qu'aux densités élevées de population. Et la production par hectare (ou rendement) et par habitant rural (ou productivité agricole) est également étroitement corrélée aux « tensions de marché » : ces dernières permettent ainsi d'expliquer d'importantes différences de rendement et de productivité entre régions aux mêmes conditions agro-écologiques.

Les cartes de tensions de marché permettent en outre de visualiser les « bassins de marché ». On voit sur les cartes de la *figure 4* que, jusqu'à présent, les principaux marchés restent disjoints. Ils ne se connectent fortement qu'à l'horizon 2020, époque à laquelle la moitié du commerce

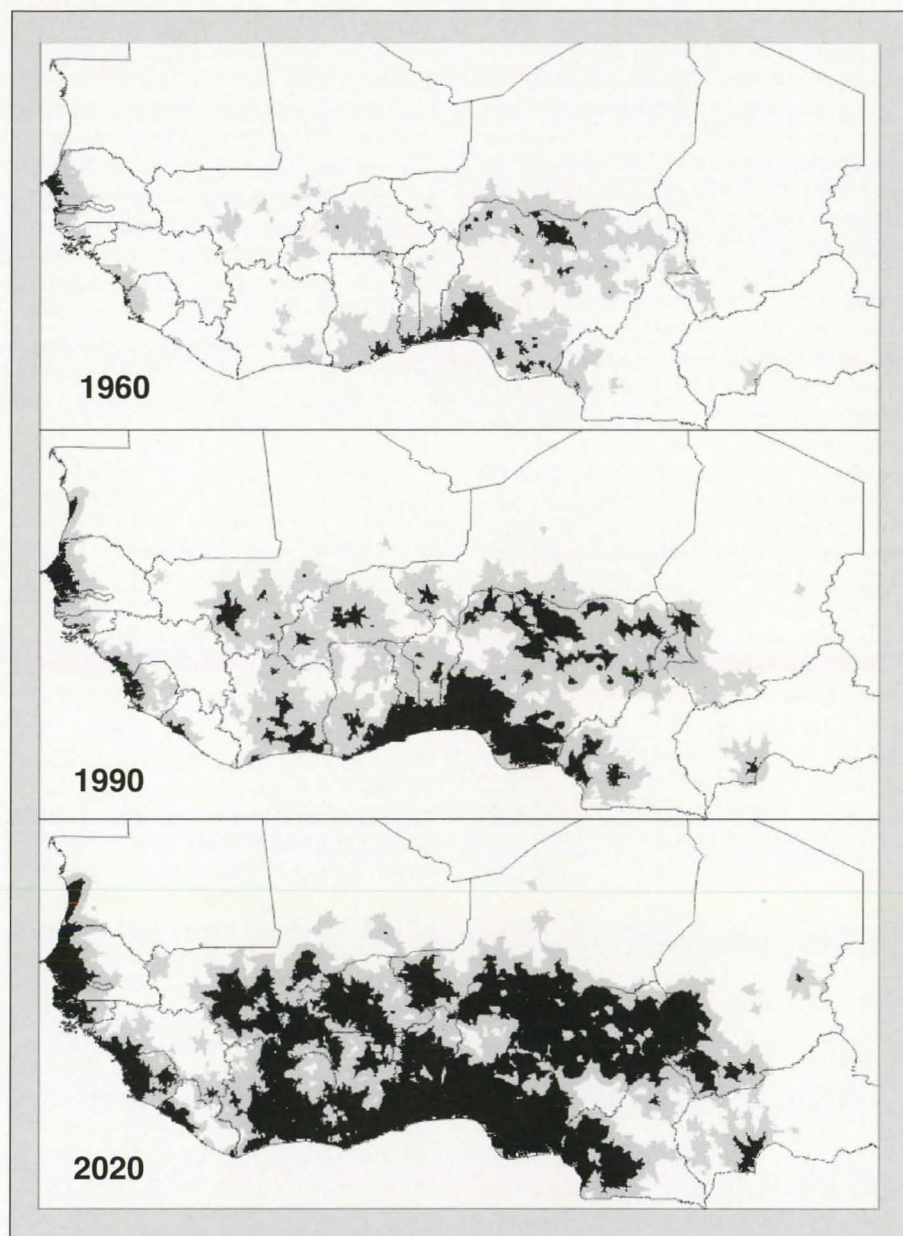


Figure 4. Évolution des tensions de marché en Afrique de l'Ouest.

Figure 4. Evolution of market strains in West Africa.

agro-alimentaire portera sur des échanges entre pays de la région.

Retenons de cette analyse que, à l'échelle macro-régionale, le marché, représenté par un ensemble de villes reliées par des réseaux de transport et de communication, est bien l'un des principaux moteurs de la transformation des systèmes de production ruraux et de la croissance de la productivité et des revenus des agriculteurs.

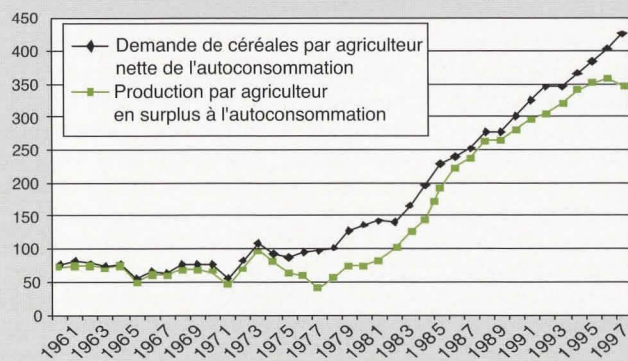
Encore faut-il que ce marché ne soit pas perturbé par le recours massif aux importations et à l'aide alimentaire. La pression

extérieure est d'autant plus forte que le continent est balkanisé, que les pays riches excédentaires en céréales et autres produits de base s'intéressent davantage à la conquête du marché africain qu'à l'aide proprement dite, et que la production de céréales par agriculteur français ou américain est de l'ordre de mille fois celle d'un agriculteur africain. D'où la nécessité pour le continent africain d'assurer un minimum de protection de son marché alimentaire contre la concurrence extérieure, comme le montre l'expérience du Nigeria (*encadré 1*).

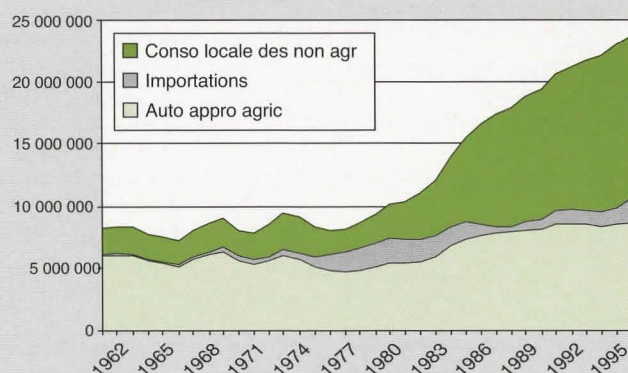
De l'utilité de protéger son marché intérieur : le cas du Nigeria

Jusqu'au choc pétrolier de 1973, les importations nettes de céréales du Nigeria restent minimales, de l'ordre de 4 kg par habitant. À partir de cette date, l'argent du pétrole coulant à flot, le pays fait massivement appel aux importations de céréales pour satisfaire la demande urbaine dont la croissance dépasse 7 % par an. En 1981, les importations atteignent 30 kg par habitant. Le gouvernement réagit par un embargo complet sur les céréales qui déclenche une réponse rapide et durable de l'offre. Alors que le surplus par agriculteur est identique en 1980 à sa valeur de 1960, il va être multiplié par près de 5 entre 1980 et 1998, soit une croissance moyenne supérieure à 10 % par an.

Évolution de la demande et de l'offre de céréales hors autoconsommation sur le marché nigérian



Évolution de la structure du marché céréalier au Nigeria



Un examen plus attentif des rapports entre urbanisation et transformation agricole montre que la relation entre ces deux variables n'est pas linéaire. Tant que le niveau local d'urbanisation est inférieur à 20 %, une demande urbaine inférieure à 20 % de la demande agricole totale n'est guère perçue par les agriculteurs différemment de l'aléa climatique. Il faut que la demande urbaine effective (déduction faite des importations et de l'aide alimentaire hors marché) dépasse nettement ce seuil de 20 % de la demande agricole totale et que la collecte correspondante ne soit pas trop aléatoire pour que certaines exploitations prennent le risque de s'organiser en fonction du marché et de produire des surplus programmés, pouvant alimenter des circuits de commercialisation réguliers.

Quant à l'intensification de la mise en valeur agricole, c'est-à-dire le passage à des techniques de production plus élaborées, avec accroissement des rendements, elle n'intervient que dans une étape ultérieure du processus d'urbanisation, surtout en situation de relative surabondance de terre et de main-d'œuvre qui caractérise encore aujourd'hui la majeure partie de l'espace rural. En l'absence de contraintes foncières, une famille d'agri-

culteurs peut en effet dégager un surplus correspondant aux besoins alimentaires d'une autre famille. Donc, tant que le niveau local d'urbanisation ne dépasse pas environ 50 %, le surplus vivrier pour le marché peut croître sans transformation notable des systèmes de production agricole, c'est-à-dire avec les techniques traditionnelles, manuelles et sans consommation notable d'intrants. Ce n'est qu'au-delà de ce seuil d'urbanisation de l'ordre de 50 % qu'une fraction notable des exploitations agricoles est incitée à adopter des méthodes de culture différentes, à productivité de la main-d'œuvre plus rapidement croissante (grâce à la mécanisation) et, si la contrainte foncière le justifie, à rendements croissants.

En revanche, dans les zones géographiques où le ratio population urbaine/population rurale varie peu dans le temps et dans l'espace, il est peu vraisemblable que les choix technologiques des agriculteurs évoluent rapidement, à moins d'un effort d'encadrement et de vulgarisation très soutenu et donc coûteux : un projet agricole installé en rase campagne, loin de toute ville et de tout marché, a peu de chance de survivre au départ des encadreurs.

Que se passe-t-il en milieu urbain ? Les consommateurs urbains de denrées alimentaires sont-ils solvables ?

Pour que la mécanique de l'approvisionnement alimentaire des villes par le milieu rural fonctionne, il faut à tout le moins que les consommateurs urbains aient les revenus nécessaires pour faire face aux dépenses alimentaires. Disons seulement ici que, malgré l'afflux continu de migrants relativement pauvres, le niveau moyen de productivité et de revenus de la population du secteur informel des villes africaines ne décroît pas, et reste plus de deux fois supérieur à celui du milieu d'origine (autre pays de la région, ou milieu rural). La relative stabilité des standards de vie au sein du secteur informel tient au fait que, lorsque la conjoncture se détériore, le rythme d'immigration net vers les villes se ralentit, et vice-versa. La productivité moyenne du secteur urbain informel ne pourra commencer à croître notablement que lorsque le processus migratoire se ralentira, à la fois du fait de la baisse du réservoir de migrants potentiels (rapport R/U) et de

l'augmentation des revenus ruraux permise par la croissance du rapport *U/R*. Mais, pour encore plusieurs décennies, les interactions entre milieu urbain et milieu rural resteront durablement marquées par de fortes disparités de productivité et de revenu entre ces deux milieux.

En conclusion : quelques leçons à retenir pour l'appui au secteur primaire et au développement rural et local

Anticiper les transformations prévisibles et souhaitables du peuplement

La mobilité géographique et sociale est la clef de la gestion du peuplement. La coopération internationale doit s'en convaincre et aider ses partenaires à assumer les conséquences des transformations structurelles inéluctables. Elle se doit aussi de ne rien faire qui entrave ces restructurations. Elle se doit enfin de tout faire pour que les règles du jeu de l'économie monde, qui sont pensées par et pour les pays déjà peuplés, tiennent davantage compte des contraintes propres aux pays en voie de peuplement.

Mettre davantage l'accent sur l'organisation des marchés que sur la croissance de la production proprement dite

Il ne sert à rien de pousser à l'intensification ou à l'adoption de nouvelles technologies si celles-ci n'apparaissent pas comme évidemment profitables dans le contexte local. En revanche, ces changements interviendront spontanément si les circonstances s'y prêtent, c'est-à-dire quand l'augmentation de la production par unité de superficie est rendue intéressante, comme dans le cas des zones périurbaines.

Même dans les pays où la famine est récurrente comme l'Éthiopie, ce n'est pas la production qui est le problème numéro un, mais le développement et l'organisation des marchés locaux et régionaux. C'est l'accroissement soutenu et régulier de la demande : accroissement de la demande urbaine locale d'abord, qui résulte de l'urbanisation (de l'évolution du rapport urbains/ruraux) ; accroissement de la demande régionale ou lointaine ensuite, les débouchés qu'il appartient aux « grands commerçants » locaux de démarcher et de maîtriser. C'est ce processus qui provoque la spécialisation de la production locale, en même temps que le grand commerce la permet, en assurant l'approvisionnement local en produits dont la production est localement abandonnée.

La conquête des marchés extérieurs est certes importante, surtout pour la balance des paiements, mais, sauf exception, les cultures destinées à l'exportation au loin ne peuvent guère représenter plus de 10 % de la valeur ajoutée primaire et ne concernent qu'une fraction de la population paysanne. Le marché intérieur et régional est autrement plus porteur.

Inscrire les projets agro-pastoraux et ruraux dans le « complexe primaire local »

La production primaire proprement dite n'est plus, en termes économiques, la composante majoritaire au sein du complexe primaire, constitué par les activités primaires et les activités amont (intrants...) et aval (transformation, commercialisation) qui en découlent. Dans le delta du fleuve Sénégal, par exemple, ces activités amont et aval génèrent deux fois la valeur ajoutée créée par les activités primaires (agriculture, élevage et pêche). L'activité agro-pastorale ou primaire n'est pas (ou n'est plus) le « moteur » du développement local, au sens où l'augmentation de la production primaire entraînerait *ipso facto* celle du reste de l'économie locale. Autour de Bobo Dioulasso, par exemple, la production agricole mécanisée a très vite dégagé des volumes importants de maïs que le « grand commerce » bobolais n'arrive pas à écouler ou à transformer (conserves, aliments de bétail). De même, ce grand commerce se montre-t-il incapable d'écouler la production de mangues du « verger » du Burkina Faso qu'est le Kénédougou proche de Bobo, ou la production périurbaine de légumes.

Pour être efficace, une stratégie de développement local doit donc penser dans une même démarche la conquête des débouchés (ou leur défense), les programmes d'appui aux producteurs, aux commerçants et aux « transformateurs urbains », filière par filière, et globalement.

Donner une dimension spatiale aux stratégies de développement local

La dynamique géographique du développement dépend, naturellement, du potentiel agro-climatique local, des sols, de la topographie, plus ou moins favorables à l'utilisation de moyens mécaniques. Elle dépend aussi, on l'a vu, de la transformation du peuplement, local et plus lointain, et de la situation par rapport aux marchés urbains, relais de presque tous les échanges entre la campagne et la ville – y compris pour les produits d'exportation. La combinaison de ces différents facteurs évolutifs commande donc une stratégie de développement différenciée dans l'espace local, à l'appui des dynamiques qui sont à l'œuvre.

Mettre les villes et les projets urbains au service du développement local

La ville joue naturellement un rôle dans les transformations de son *binterland*. Il est essentiel qu'elle ait les moyens de jouer ce rôle avec le maximum d'efficacité.

Pour que la ville joue son rôle de moteur de la transformation de son *binterland*, il faut d'abord que tous les acteurs y croient et ne voient pas dans l'urbanisation la conséquence de mauvaises politiques ou d'un quelconque biais urbain. Le développement du « secteur informel » n'est pas dû à l'insuffisance de l'emploi formel. Il ne s'agit pas d'un secteur de survie, destiné à disparaître avec le développement, mais du mode majeur de développement local d'une économie de type industriel.

Il faut que les villes, et plus particulièrement les villes moyennes, s'impliquent dans l'équipement de leur *binterland*, et que les opérateurs privés urbains s'impliquent dans l'économie agricole et pasto-

rale et dans les échanges commerciaux entre ville et milieu rural¹ [4].

Il faut, pour assumer tout cela, que, grâce à la décentralisation, les collectivités locales soient en mesure de mobiliser davan-

tage de ressources pour le développement local et que les budgets urbains se hissent à la hauteur de l'économie locale. Mais c'est une autre histoire.

Références

¹ Voir à ce sujet le programme ECOLOC (relance des économies locales en Afrique au sud du Sahara) mis en œuvre par le partenariat pour le développement municipal (PDM) basé à Cotonou (Bénin) avec l'appui de plusieurs bailleurs bilatéraux dont la France et l'OCDE (Club du Sahel).

1. Cour JM. *Population dynamics, urban-rural linkages and local development in West Africa: A demoeconomic and spatial conceptual framework*. World Bank Workshop on Urban-Rural Linkages, 9 March 2000, Washington, 2000.

2. Krugman P. *Geography and Trade*. Cambridge (Massachusetts): MIT Press, 1991.

3. Cour JM, Snrech S. *Pour préparer l'avenir de l'Afrique de l'Ouest : une vision à l'horizon 2020 ; synthèse de l'étude des perspectives à long terme de l'Afrique de l'Ouest*. Paris : OCDE ; Clud du Sahel ; Banque africaine de développement (BAD) ; Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS), 1984 ; 65 p.

4. Cour JM, Bossard L, Arnaud M, Elong Mbassi JP. *Gérer l'économie localement en Afrique. Manuel Ecoloc. Tome 1 : Évaluation et prospective de l'économie locale*. Paris : Club du Sahel ; Programme de développement municipal (PDM), 2001 ; 64 p.